

Diplômes

- 2010 **Habilitation à Diriger des Recherches** : « *Deux facteurs déterminants de l'évolution du droit social : l'Union européenne et le tourisme* », soutenue le 24 septembre 2010 à l'Université de Lille 2. Directeur de recherches : Monsieur le Professeur Pierre-Yves VERKINDT, Professeur à l'Université de Paris 1, Panthéon-Sorbonne
- 2003 **Qualification à la Maîtrise de conférences en section 01**, Droit privé et sciences criminelles
- 2002 **Doctorat en Droit** : « **LES FLUX DE TRAVAIL TRANSFRONTALIERS. Pour une relecture du droit social communautaire dans le contexte du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication** », soutenance le 27 septembre 2002 à l'Université de Lille 2, mention très honorable avec les félicitations attribuées à l'unanimité, Autorisation de publication. Directeur de thèse : Monsieur le Professeur Pierre-Yves VERKINDT, Professeur à l'Université de Lille 2
- 1997 **Diplôme d'études approfondies en droit social**, mention bien, Université de Lille 2
- 1996 **Maîtrise de droit privé**, Université de Lille 2
- 1995 **Licence en droit**, Université de Lille 2
- 1994 **DEUG de droit**, Université du Littoral Côte d'Opale
- 1992 **Baccalauréat série C**, Lycée Sophie Berthelot, Calais

Expériences professionnelles

- Depuis septembre 2003 **Maître de conférences à l'Université du Littoral Côte d'Opale en section 01**, Droit privé et sciences criminelles
Avancement hors classe au choix par le CNU en septembre 2017
Chevalier dans l'Ordre des Palmes académiques (1^{er} janvier 2021)
- Janvier-mars 2022 **Détachement judiciaire** – Formation au tribunal judiciaire de Saint Omer
- Septembre 2007 à septembre 2021 **Contrat intermittent** à l'ESC Lille devenue **Skema Business School** dans le cadre du partenariat avec l'ULCO
- Janvier 2014 à août 2017 **Référente ULCO à l'ESDHEM – Skema Business School** dans le cadre du partenariat avec l'ULCO
- Février 2003 à mai 2003 **Contrat à durée déterminée** avec la **Faculté Libre de Droit**, Institut Catholique de Lille
- Septembre 2002 à juin 2004 **Vacataire à l'Université de Lille 2**
- Octobre 2000 à septembre 2002 **ATER à l'Université de Lille 2**
- Octobre 1997 à septembre 2000 **Allocataire de recherche – Moniteur, Université de Lille 2**

I. Cours dispensés :

1. ULCO

- **Cours de droit social et nouvelles économies** : master 2^{ème} année droit des affaires et évolutions de l'économie, 20 heures Cours Magistraux, Formation Initiale, ULCO, de 2020 à 2021
- **Cours d'initiation à la recherche** : master 2^{ème} année droit européen des affaires devenu droit des affaires et évolutions de l'économie, 10 heures Travaux Dirigés FI, ULCO, de 2019 à 2021
- **Cours d'atelier d'écriture juridique** : master 2^{ème} année droit européen des affaires devenu droit des affaires et évolution de l'économie, 12 heures CM, FI, ULCO, de 2016 à 2022
- **Modules d'insertion professionnelle** : métiers du droit, 2^{ème} année de licence en droit, 17 heures CM, FI, ULCO, de 2012 à 2016 et de 2019 à 2021 ; 3^{ème} année de licence en droit, 10 heures TD, FI, ULCO, de 2012 à 2016 ; master 1^{ère} année droit des affaires, 10 heures TD, FI, ULCO, de 2012 à 2015 et de 2017 à 2022 ; master 2 droit européen des affaires devenu droit des affaires et évolutions de l'économie, journées premier emploi, 20 heures TD, FI, ULCO, de 2012 à 2022
- **Cours de méthodologie du mémoire de stage et du mémoire de recherche** : master 2 droit européen des affaires, 10 heures CM, FI, ULCO, de 2005 à 2015 ; master 1^{ère} année droit des affaires (en tant que responsable d'année) de 2005 à 2015 et de 2020 à 2022
- **Cours de droit du travail** : master 1^{ère} année droit des affaires puis 3^{ème} année de licence en droit, 30 heures CM, FI, ULCO, de 2005 à 2021
- **Cours de droit social européen** : master 2^{ème} année droit européen des affaires, 20 heures CM, FI, ULCO, de 2003 à 2020
- **Cours de pratique du droit social en entreprises** : master 1^{ère} année Management des PME-PMI, 24 heures CM, FI, ULCO, 2016-2017 ; master 1^{ère} année droit des affaires, 24 heures CM, FI, ULCO, 2016-2019
- **Cours de droit du travail** : master 2^{ème} année Management des PME-PMI, 12 heures CM et TD Formation continue, ULCO, de 2015 à 2017 ; master 1^{ère} année Management des PME-PMI, 12 heures CM, FI, ULCO, 2016-2017
- **Cours de droit du tourisme** : master 1 droit des affaires et droit des collectivités territoriales, master droit du tourisme, 9 heures CM, FI, ULCO, 2015-2016
- **Cours de droit du travail** : licence professionnelle médico-sociale, 15 heures CM, FC et FI, ULCO, de 2011 à 2013
- **Cours d'introduction générale au droit** : 1^{ère} année de licence en droit, 36 heures CM, FI, ULCO, de 2003 à 2012 ; 1^{ère} année de licence économie et gestion, 20 heures CM, FI, de 2008 à 2012
- **Cours de droit du travail** : master Professionnel 2^{ème} année droit des affaires européen et comparé, 15 heures CM, FI, ULCO, de 2007 à 2011
- **Cours de droit des personnes** : licence professionnelle Métiers du Notariat, 10 heures CM, FC, ULCO, 2008-2009
- **Cours de droit des personnes et droit des biens** : 1^{ère} année de licence en droit, 36 heures CM, FI, ULCO, 2003 à 2007 et 2008-2009

- **Cours de droit comparé du travail** : master recherche 2^{ème} année droit des affaires européen et comparé, 15 heures CM, FI, ULCO, de 2006 à 2008
- **Cours de droit communautaire** : 2^{ème} année de licence en droit, 36 heures CM FI, ULCO, 2003-2004

2. Hors ULCO

- **Missions d'enseignement à l'étranger :**

- **Mobilité Erasmus enseignante à Huelva et Séville (Espagne)**, conférence sur l'emploi des jeunes, rencontre avec les étudiants français en programme Erasmus, avec les étudiants espagnols en projet de départ Erasmus à l'ULCO et les enseignants-chercheurs, mai 2014
- **Cours de droit des entreprises, gestion de carrières et des compétences et gestion de projets à l'École des Cadres de Lomé (Togo)** dans le cadre d'une convention avec l'ULCO, 2014 et 2015

- **Missions d'enseignement dans d'autres établissements :**

- De septembre 2007 à septembre 2021 : **contrat intermittent** à l'ESC Lille devenue **Skema Business School** dans le cadre du partenariat avec l'ULCO, cours de droit social européen en master 2 droit européen des affaires, de 2007 à 2016 et 2017-2018 ; modules d'insertion professionnelle en 3^{ème} année de licence en droit de 2014 à 2017 ; cours de social et nouvelles économies en master 2 droit des affaires et évolutions de l'économie, 2020-2021
- **Séminaires au Centre de formation des avocats** : « L'actualité en droit du travail », Dunkerque, 1^{er} décembre 2006 et « L'actualité du harcèlement moral », Boulogne-sur-Mer, 29 novembre 2007
- Participation aux **journées organisées par le Centre de Formation Professionnelle des Avocats et Lille Place Juridique dans le cadre des matinées de formation Impact et Diffusion du Droit européen de l'action Robert Schuman** (soutien de la Commission européenne) : séminaires « la protection sociale » (18 mai 2001) et « l'impact du droit social communautaire sur la concurrence » (28 mai 2004)
- Septembre 2002 à juin 2004 : **vacations à l'Université de Lille 2**, cours de droit social européen, Diplôme Universitaire de droit du travail, 10 heures CM, FI, Université de Lille 2
- Février 2003 à mai 2003 : **contrat à durée déterminée** avec la Faculté Libre de Droit, **Institut Catholique de Lille**, cours de droit social européen en master professionnel 2^{ème} année droit et gestion des ressources humaines

II. Initiatives pédagogiques :

1. Création et direction de diplômes, déploiement d'offres de formation, partenariat d'établissements :

- **Responsable du master 2^{ème} année droit européen des affaires devenu droit des affaires et évolutions de l'économie**, ULCO, de septembre 2007 à septembre 2018 - **Présidente de jury** de 2007 à 2014 et de 2020 à 2021 : sélection des dossiers et entretiens avec les candidats, organisation de conférences de méthodologie des mémoires de stage et de recherche, suivi des stages, encadrement des mémoires de recherche et de stage, soutenances des mémoires de recherche et de stage, élaboration de veilles juridiques, organisation de déplacements

(Assemblée nationale, Commission européenne), suivi des maquettes, organisation de conférences et de petits déjeuners avec des professionnels, mise en place de partenariats. Rédaction de plusieurs dossiers d'évaluations : Porteuse du dossier d'évaluation, Vague D, 2009 avec le Professeur Gaël Chantepie ; dossier AERES vague E, octobre 2013-juin 2015 ; dossier HCERES pour la partie Bilan, vague E, septembre 2018

- **Responsable du master 1^{ère} année droit privé des affaires devenu master droit des affaires, ULCO**, de septembre 2005 à septembre 2014 et de septembre 2020 à janvier 2022 - **Présidente de jury** de 2005 à 2020 : sélection des candidats, méthodologie des mémoires de stage et de recherche, directrice de mémoires de stage et de recherche, suivi des maquettes, dossiers d'évaluation (voir ci-dessus pour le master 2)
- **Référente ULCO à l'ESDHEM – Skema Business School** dans le cadre du partenariat avec l'ULCO, de janvier 2014 à août 2017 : suivi de la mise en œuvre de la licence en droit, attribution des cours, présidente des jurys
- **Référente Erasmus au département droit de l'ULCO**, de janvier 2014 à août 2017 : aide à la constitution des programmes des étudiants partants et arrivants, accompagnements
- **Responsable de la coordination des masters droit 1^{ère} année, ULCO**, de 2005 à 2015, organisation de conférences de méthodologie des mémoires

2. Expérimentation pédagogique et pratiques pédagogiques innovantes :

- **Organisation annuelle de simulations de plaidoiries au tribunal judiciaire de Boulogne-sur-Mer** avec Xavier Charlet (1^{er} vice-président du tribunal judiciaire de Boulogne-sur-Mer et MCF associé à l'ULCO), Maître Raphaël Tachon (avocat et ancien Bâtonnier du Barreau de Boulogne-sur-Mer, MCF associé à l'ULCO) et Sophie Moreil (MCF à l'ULCO), pour les étudiants de 3^{ème} année de licence en droit en mars 2015, pour les étudiants du master droit des affaires, de 2016 à 2022
- Encadrement des étudiants du master 2 droit européen des affaires, ULCO, pour la participation à la **journée « SOLID'ESS »**, organisée par la Communauté d'Agglomération du Boulonnais, exposé sur « **Le groupement d'employeurs** », 28 novembre 2018
- Mise en place dans le cadre du projet « **Tast'in Fives** » d'un **atelier** avec les étudiants du master 2 droit européen des affaires intitulé « **L'ESS, levier de lutte contre les exclusions professionnelles et d'employabilité de populations cibles** » à travers trois thématiques : la place du bénévolat, l'expérimentation territoire zéro chômeur, le guide des bonnes pratiques en matière d'économie sociale et solidaire, de septembre 2017 à juin 2018
- **Membre de jury d'un concours d'éloquence sur le Brexit**, concours organisé par le Club Jules Verne, ULCO, Boulogne-sur-Mer, 16 février 2017
- Porteuse d'un **projet pédagogique innovant** (Dispositif Bonus Qualité Enseignement) avec Jean-François Brouttier (PRCE en anglais, responsable CLES) en **anglais juridique international**, pour le master droit (ULCO), possibilité pour les étudiants de viser une certification en anglais juridique international (ILEC) de Cambridge, de septembre 2012 à août 2014

3. Participation à des jurys hors établissement :

- Membre du jury du **Centre de formation Professionnelle des avocats Nord-Ouest** : épreuves de déontologie, soutenances des rapports des projets Pédagogiques individuels et rapports de stage en cabinet, exercices oral et écrits, de 2013 à 2017 ; 2021
- Participation aux jurys d'entretien **des concours de recrutement Grande École SKEMA Business School**, Lille, mai 2016

4. Investissement et participation aux instances ayant pour mission l'organisation de formations, de programmes et d'examens :

- **Membre de la commission formation de l'ULCO** : évaluation des formations ULCO, rédaction des grilles d'autoévaluation du dossier AERES dans le cadre du dépôt des habilitations (vague E), relecture des Fiches AOF1, de mai 2013 à juillet 2016
- **Membre de l'atelier « insertion professionnelle » SUAIO/ULCO et de l'atelier « langues pour non spécialistes (LANDSAD) »** dans le cadre de la nouvelle campagne d'habilitation de la formation de l'ULCO : rédaction de documents votés en CEVU imposant l'élaboration d'un projet professionnel et l'apprentissage des langues pour non spécialistes de la 1^{ère} année de licence au Master, de décembre 2012 à mars 2013

5. Autres :

- **Présidente de jury ULCO** : 2^{ème} année de licence en droit, de 2013 à 2017 ; master 1 Management des PME-PMI, 2016-2017 ; master 1 droit européen des affaires, de 2005 à 2020 ; master 2 droit européen des affaires devenu droit des affaires et évolutions de l'économie, de 2007 à 2014 et de 2020 à 2021
- **Directrice de mémoires de stage puis de rapports de stages** en master professionnel 2^{ème} année droit des affaires européen, devenu droit des affaires et évolutions de l'économie ULCO et Skema depuis 2003
- Mise en place de conventions de **partenariats** entre le département droit et **Ernst & Young, le MEDEF et l'Association française des juristes d'entreprises**, en 2011

Activités en matière de recherche

I. Liste des publications

1. Thématique de droit du tourisme

• Articles :

1. *Le travail en entreprise*, in Dossier « *Lieu de travail - Espace en voie d'évolution* », **Juris tourisme**, n°248, janvier 2022, p. 19-22
2. *Les contrats de travail dans le secteur touristique*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2019 – février 2020 n°12, **Petites affiches**, 29 mars 2021, n°62, p. 17-20
3. *Travail dominical*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2019 – février 2020 n°12, **Petites affiches**, 29 mars 2021, n°62, p. 20-24
4. *La responsabilité de l'employeur en cas d'accident du travail et de maladie professionnelle*, in Dossier « *L'employeur face à ses responsabilités* », **Juris tourisme**, n°237, janvier 2021, p. 23-26
5. *La responsabilité de l'employeur face au Covid 19*, in Dossier « *L'employeur face à ses responsabilités* », **Juris tourisme**, n°237, janvier 2021, p. 27-27
6. *L'introduction de l'intelligence artificielle dans les entreprises : danger ou opportunité ?*, in Dossier « *L'impact des nouvelles technologies sur l'exécution du contrat de travail* », **Juris tourisme** n°228, mars 2020, p. 30-30
7. *Précisions jurisprudentielles sur la succession des contrats saisonniers*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2018- février 2019 n°11, **Petites affiches**, 9 décembre 2019, n°247, p. 5-7

8. *Travail dominical : vérification de la conformité d'une extension légale de dérogation au repos dominical à la convention n°106 de l'OIT*, **Petites affiches**, 9 décembre 2019, n°247, p. 8-9
9. *Des contrats de travail spéciaux pour s'adapter à la fréquentation touristique*, in Dossier « Contrats de travail. L'embaras du choix », **Juris tourisme** n°219, mai 2019, p. 16-19
10. *Les risques de requalification en contrat de travail*, in Dossier « Contrats de travail. L'embaras du choix », **Juris tourisme** n°219, mai 2019, p. 27-29
11. *Contrats de travail dans le secteur touristique*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2017- février 2018 n°10, **Petites affiches**, 18 février 2019, n°35, p. 8-14
12. *Travail dominical*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2017- février 2018 n°10, **Petites affiches**, 19 février 2019, n°36, p. 5-8
13. *Révision des contrats dérogatoires*, in Dossier « Code du travail - A fond la (ré)forme », **Juris tourisme** n°208, mai 2018, p. 34-36
14. *Travail dominical : la période transitoire prolongée*, in Dossier « Code du travail – À fond la (ré)forme », **Juris tourisme** n°208, mai 2018, p. 37-37
15. *La consommation d'alcool et de stupéfiants par les salariés*, **Juris tourisme** n°203, décembre 2017, p. 38-42
16. *La religion dans l'entreprise : entre liberté et neutralité*, **Juris tourisme** n°202, novembre 2017, p. 37-42
17. *Mise en exergue des difficultés liées à l'utilisation de contrats de travail à durée déterminée dans le secteur touristique* ; in Chronique de Droit du tourisme janvier 2016- février 2017 n°9, **Petites affiches**, 13 novembre 2017, n°226, p. 8-10
18. *Actions en requalification des contrats spéciaux en contrat de droit commun*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2016- février 2017 n°9, **Petites affiches**, 13 novembre 2017, n°226, p. 10-12
19. *Refus d'assimiler les stipulations d'une convention collective relatives à la procédure à suivre en l'absence de reconduction d'un contrat saisonnier à une garantie de fond*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2016- février 2017 n°9, **Petites affiches**, 13 novembre 2017, n°226, p. 12-13
20. *Travail dominical*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2016- février 2017 n°9, **Petites affiches**, 13 novembre 2017, n°226, p. 13-16
21. *Loi travail, Vérités et contrevérités*, in Dossier « « Loi Travail – Coup de projecteur », **Juris tourisme** n°194, Février 2017, p. 17-17
22. *Vers une amélioration du statut des travailleurs saisonniers*, in Dossier « Loi Travail – Coup de projecteur », **Juris tourisme** n°194, Février 2017, p. 34-34
23. *Brexit et tourisme*, **Edito**, **Juris tourisme** n°189, septembre 2016, p. 3-3
24. *Contrats saisonniers*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2015- mars 2016 n°8, **Petites affiches**, 3 octobre 2016, n°197, p. 17-19
25. *Travail Dominical et en soirée*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2015- mars 2016 n°8, **Petites affiches**, 04 octobre 2016 n°198, p. 6-13
26. *Amélioration du système des chèques-vacances*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2015- mars 2016 n°8, **Petites affiches**, 05 octobre 2016 n°199, p. 6-7
27. *Contrats de travail dans le secteur touristique*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2014- mars 2015 n°7, **Petites affiches**, 11-12 août 2015, n°159-160, p. 8-10
28. *Travail dominical, en soirée et de nuit*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2014- mars 2015 n°7, **Petites affiches**, 11-12 août 2015, n°159-160, p. 11-13
29. *« Départ 18 :25 » : premier dispositif d'aide au départ en vacances destiné aux jeunes*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2014- mars 2015 n°7, **Petites affiches**, 11-12 août 2015, n°159-160, p. 14-14
30. *La protection du salarié face au pouvoir disciplinaire de l'employeur*, **Juris tourisme** n°175, mai 2015, p. 41-44

31. *Taxation dérogatoire des contrats à durée déterminée spécifiques au secteur touristique*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2013-février 2014 n°6, **Petites affiches**, 21 juillet 2014, n°144, p. 10-10
32. *Protection du droit des salariés d'agir en justice en requalification de leur contrat à durée déterminée en contrat à durée indéterminée*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2013-février 2014 n°6, **Petites affiches**, 21 juillet 2014, n°144, p. 10-11
33. *Confirmation des conditions de reconnaissance du contrat de travail saisonnier*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2013-février 2014 n°6, **Petites affiches**, 21 juillet 2014, n°144, p. 11-12
34. *Repos hebdomadaire et travail dominical*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2013-février 2014 n°6, **Petites affiches**, 21 juillet 2014, n°144, p. 12-13
35. *Respect des garanties essentielles attachées au régime du contrat de travail à durée déterminée*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2012-février 2013 n°5, **Petites affiches**, 12 novembre 2013, n°226, p. 8-9
36. *Le repos et le travail dominical*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2012-février 2013 n°5, **Petites affiches**, 12 novembre 2013, n°226, p. 9-11
37. *Examen critique des comptes et de la gestion de l'Agence nationale pour les chèques-vacances (ANCV) par la Cour des comptes*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2012-février 2013 n°5, **Petites affiches**, 12 novembre 2013, n°226, p. 11-12
38. *Vie privée au travail : quelles limites ?*, **Juris tourisme** n°157, octobre 2013, p. 41-44
39. *Contrats à durée déterminée d'usage et contrats saisonniers dans le secteur touristique*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2011-janvier 2012 n°4, **Petites affiches**, 12 novembre 2012, n°226, p. 6-7
40. *Le travail dominical*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2011-janvier 2012 n°4, **Petites affiches**, 12 novembre 2012, n°226, p. 7-10
41. *Lettre circulaire ACOSS n°2011-0000035 du 24 mars 2011 précisant les modifications apportées par la réforme du 22 juillet 2009 et les plafonds d'exonération applicables en 2011*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2011-janvier 2012 n°4, **Petites affiches**, 12 novembre 2012, n°226, p. 10-10
42. *Pouvoir disciplinaire, L'abécédaire de l'expert*, **Juris associations** n°454, 1^{er} mars 2012, p. 50-50
43. *Le contrat de travail dans le secteur touristique*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2010-janvier 2011 n°3, **Petites affiches** 24 octobre 2011, n°211, p. 8-9
44. *Le travail dominical*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2010-janvier 2011 n°3, **Petites affiches** 24 octobre 2011, n°211, p. 9-12
45. *Conclusion par l'Agence nationale pour les chèques-vacances de partenariats pour la diffusion des chèques-vacances dans les entreprises de moins de 50 salariés*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2010-janvier 2011 n°3, **Petites affiches** 24 octobre 2011, n°211, p. 12-13
46. *Changement de lieu de travail : l'encadrement jurisprudentiel*, **Juris tourisme**, n°128, février 2011, p. 41-43
47. *Modification par l'employeur : l'encadrement jurisprudentiel*, **Juris tourisme** n°121 (ancienne Revue Tourisme et Droit), juin 2010, p. 40-43
48. *Le travail dominical dans les communes et zones touristiques et thermales*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2009-janvier 2010 n°2, **Petites affiches** 13 juillet 2010, n° 138, p. 8-10
49. *L'extension du bénéfice des chèques vacances et ses conséquences pour l'employeur*, in Chronique de Droit du tourisme janvier 2009-janvier 2010 n°2, **Petites affiches** 13 juillet 2010, n° 138, p. 10-12
50. *Maintien des contrats de travail en cas de transfert d'entreprise : état jurisprudentiel*, **Revue Tourisme et Droit** n°115, décembre 2009, p. 33-36

51. *Panorama jurisprudentiel du droit du travail dans le secteur touristique*, **Revue Tourisme et Droit** n°112, septembre 2009, p. 33-35
52. *Le contrat de travail dans le secteur touristique*, in *Chronique de Droit du tourisme* janvier 2008-janvier 2009 n°1, **Petites affiches** 27 juillet 2009, n° 148, p. 13-14
53. *La modernisation du marché du travail en perspectives*, **Revue Tourisme et Droit** n°104, décembre 2008, p. 12-15
54. *L'adaptation du droit du licenciement*, **Revue Tourisme et Droit** n°104, décembre 2008, p. 20-21
55. *Nouveau Code du travail – Entrée en vigueur le 1^{er} mai 2008*, Rubrique **Actualités**, **Revue Tourisme et Droit** n°97, avril 2008, p. 7-7
56. *Les contrats CDD – Une durée pas si déterminée*, **Revue Tourisme et Droit** n°97, avril 2008, p. 33-36
57. *Le développement durable est-il compatible avec le droit du travail ?*, **Revue Tourisme et Droit** n°91, octobre 2007, p. 25-28

- **Notes d'arrêt :**

1. *Egalité professionnelle, valeur égale – La comparaison entre des fonctions différentes admise*, **cass. soc. 6 juillet 2010, n°09-40021**, **Juris tourisme** n°127, janvier 2011, p. 12-12
2. *Cause réelle et sérieuse et clause de garantie d'emploi*, **cass. soc. 13 novembre 2008, n°42-640**, Rubrique **Actualités**, **Juris associations** n°390, 15 décembre 2008, p. 14-14
3. *Preuve du harcèlement – La Cour de cassation reprend la main*, **cass. soc. 24 septembre 2008, n°06-46517, n°06-45794, n°06-45579 et n°06-43504**, Rubrique **Actualités**, **Juris associations** n°390, 15 décembre 2008, p. 7-7
4. *Harcèlement moral au travail – les mots du juge contre les maux du travail*, **Revue Tourisme et Droit** n°101, septembre 2008, p. 32-37

- **Communications avec publications :**

1. *Propos introductifs*, in Colloque « Le contrat de travail à durée déterminée : un contrat spécial ? », organisé par le LARJ et le Barreau de Boulogne-sur-Mer, Boulogne-sur-Mer, 6 novembre 2015, **L'HARMATTAN**, octobre 2016, p. 7-9
2. *Le contrat de travail dans le secteur touristique*, in Colloque « Le contrat de travail à durée déterminée : un contrat spécial ? », organisé par le LARJ et le Barreau de Boulogne-sur-Mer, Boulogne-sur-Mer, 6 novembre 2015, **L'HARMATTAN**, octobre 2016, p. 157-177
3. *L'adaptation du droit social au tourisme durable*, in Colloque « le tourisme durable » organisé par le LARJ, Le Touquet, 19 et 20 octobre 2006, **L'HARMATTAN**, 2007, p. 105-112

- **Communications sans publication :**

Le travail dominical, Journée d'étude « L'impact des lois récentes sur le secteur touristique - Lois du 22 juillet et du 10 août 2009 », organisé par le LARJ, Boulogne-sur-Mer, 20 novembre 2009

- **Organisation de colloques, conférences, journées d'étude :**

1. Participation au **comité d'organisation** et au **comité scientifique** du Colloque international pluridisciplinaire « *Tourisme, Innovation et Territoires* », les 25, 26 et 27 septembre 2019 à Boulogne-sur-Mer dans le cadre de l'inauguration officielle de **l'Institut de Recherche et Enseignement en Tourisme (InREnT)** qui regroupe différents laboratoires de l'ULCO dont

le LARJ et des Universités de la région des Hauts-de-France (Université d'Artois ; Université Picardie Jules Verne (UPJV) ; Université de Lille)

2. **Participation au comité d'organisation et au comité scientifique** du Colloque pluridisciplinaire « *Littoral et tourisme durable, quel champ opérationnel ?* », organisé dans le cadre du GIS Campus de la Mer, 16 et 17 mars 2016, Boulogne-sur-Mer, publié à **Juris tourisme**, n°191, novembre 2016
3. **Organisation scientifique** avec Maître Raphaël Tachon (avocat et ancien Bâtonnier du Barreau de Boulogne-sur-Mer) du Colloque sur « *Le contrat de travail à durée déterminée : un contrat spécial ?* », 6 novembre 2015, Boulogne-sur-Mer, organisé par le LARJ et l'ordre des avocats du Barreau de Boulogne-sur-Mer, **L'HARMATTAN, octobre 2016**

2. Thématique nouvelles économies et numérique

- Article :

Economie sociale et solidaire : le salarié, un acteur majeur, **Juris tourisme** n°206, 15 mars 2018, p. 39-43

- Note d'arrêt :

Actualités, À la UNE, Cour de Cassation, Chambre sociale, 28 novembre 2018, n°17-20079, Qualification du contrat liant un livreur : la Cour de cassation donne le ton, **Juris tourisme** n°215, janvier 2019, p. 12-12

- Communications avec publications :

1. *Intelligence artificielle et droit du travail*, in Colloque « L'intelligence artificielle dans l'entreprise », organisé par le LARJ et Skema Business School, Lille, 31 janvier 2020, **Cahiers de Droit de l'entreprise** mai-juin 2020, n°3, p. 34-37 ; **JCP social** 30 juin 2020, n°26, 2061, p. 24-27
2. *L'appréhension par le droit social du modèle innovant des plateformes collaboratives dans le secteur touristique*, in Colloque « *Tourisme, Innovation et Territoires* », les 25, 26 et 27 septembre 2019, Boulogne-sur-Mer, ouvrage « *Tourisme et territoires* », Edition **Peter Lang**, collection « Business and Innovation », vol. 27, éd 2021, p. 231-237.
3. *Concurrence des règles de droit social via l'utilisation du numérique*, in Colloque « Concurrences et numérique », organisé par le LARJ et Skema Business School, Boulogne-sur-Mer, 25 janvier 2019, **Cahiers de Droit de l'entreprise** mai-juin 2019, p. 23-27
4. *Le particulier, Un offreur de services (statut et protection au regard du droit social)*, in Colloque « Économie collaborative : alternative au capitalisme ou ubérisation de l'économie ? », organisé par le LARJ et Skema Business School, Boulogne-sur-Mer, 30 janvier 2017, **Cahiers de Droit de l'entreprise** mai-juin 2017, p. 34-38 ; **JCP éd. social 2017**, n°37, 1286, p. 1-4
5. *L'obligation d'information des salariés en cas de cession d'entreprise*, in Colloque « L'entreprise de l'économie sociale et solidaire », organisé par le LARJ et Skema Business School, Boulogne-sur-Mer, 13 février 2015, **Juris associations** 1^{er} juillet 2015, n°522, p. 25-26

- Communications sans publication :

1. *La place centrale du salarié dans l'économie sociale et solidaire*, Recherche ESS dans les Hauts de France, in Colloque « Envisioning the Economy of the Future and the Future of

Political Economy », organisé par l'Association française d'économie politique, 3 juillet 2019, Lille

2. *L'exemplarité du modèle social dans l'économie sociale et solidaire*, in Séminaire européen « Alimentation, régénération urbaine et développement durable dans les territoires, organisé par la MESHS, Lille, 12 juin 2019
3. *Harcèlement moral au travail : vers une accentuation du phénomène ? L'impact des nouvelles technologies*, in Colloque « Des mots et des maux, des actions et des réactions... Le harcèlement moral au travail ? », organisé par le LARJ et l'ordre des avocats du Barreau de Boulogne-sur-Mer, Boulogne-sur-Mer, 30 novembre 2018

3. Thématique de droit européen

- **Articles :**

1. *Révision des textes européens sur les travailleurs détachés : le durcissement de la présidence Macron*, Entretien, **Dalloz** 2017, 1704-1704
2. *Présomption et preuve de la discrimination en droit du travail*, **JCP éd. Ent.** n°21-22, 22-29 mai 2003, Etude 804, p. 894-897
3. *La protection sociale des travailleurs se déplaçant au sein de l'Union européenne*, **Revue Frontière, Emploi et Droit** n°2, mars 2000 (Recherche bénéficiant du soutien financier de l'Union européenne), p. 1-2

- **Chapitres d'ouvrages collectifs :**

1. *La liberté d'établissement et la libre prestation de services*, co-écrit avec D. FASQUELLE, **Annuaire de droit européen 2005**, Bruylant 2008, p. 377-389
2. *La politique sociale européenne*, **Annuaire de droit européen 2005**, Bruylant 2008, p. 456-472
3. *La liberté d'établissement et la libre prestation de services*, co-écrit avec D. FASQUELLE, **Annuaire de droit européen 2004**, Bruylant 2006, p. 477-484
4. *La politique sociale européenne*, **Annuaire de droit européen 2004**, Bruylant 2006, p. 582-597

- **Fascicules :**

1. *La liberté d'établissement et la libre prestation des services*, Création de l'étude, **Répertoire Joly Communautaire**, juin 2010, p. 1-47
2. *La liberté d'établissement et libre prestation des services*, Mise à jour de l'étude, **Répertoire Joly Communautaire**, septembre 2006, p.1-4
3. *La liberté d'établissement et libre prestation des services*, Refonte de l'étude, **Répertoire Joly Communautaire**, juin 2004, p.1-20

- **Note d'arrêt :**

Note sous l'arrêt de la *CJCE du 24 janvier 2002, Portuguesa Construções Lda*, **Dalloz** 2002, p. 3303-3306

- **Communications avec publications :**

1. *Les travailleurs détachés*, in Colloque « La sécurisation des parcours professionnels après la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 », organisé par le LARJ, Boulogne-sur-Mer, 8 février 2019, publication prévue au **Bulletin Joly Travail** septembre 2019, p. 73-75
2. *Rapport de synthèse*, in Colloque « Contournement, optimisation, évasion : Les normes en danger ? », organisé par le LARJ ; Boulogne-sur-Mer, 19 octobre 2018, Institut Universitaire Varenne, collection « Colloques et Essais », **LGDJ, Lextenso éditions**, 2019, p. 129-148
3. *Le droit commun de l'Union européenne et le droit social, aspects de droit privé*, in Colloque « Les nouvelles échelles du droit commun », organisé par le LARJ ; Boulogne-sur-Mer, 7 et 8 décembre 2011, **Larcier**, juin 2013, p. 127-140
4. *Le droit social communautaire, quel droit commun ? L'exemple de la directive sur le détachement des travailleurs dans le cadre des prestations de services*, in Colloque « Les échanges entre les droits, l'expérience communautaire – Une lecture des phénomènes de régionalisation et de mondialisation du droit », organisé par le LARJ ; Paris X et l'Université du Kent, Boulogne-sur-Mer, 18 et 19 mai 2006, **Bruylant**, 2008, p. 205-222

- **Communication sans publication :**

Animatrice d'une **table ronde sur le travail et l'emploi transfrontalier** dans le cadre du PRES (Pôle de recherche et d'enseignement supérieur), projet soutenu par la Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société (MESHS), Centre entrepreneuriat du Littoral, Hub-House, Dunkerque, 6 mai 2014

- **Thèse :**

LES FLUX DE TRAVAIL TRANSFRONTALIERS. Pour une relecture du droit social communautaire dans le contexte du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Présentée et soutenue publiquement le 27 septembre 2002 à l'Université de Lille 2

- **Organisation de colloques, conférences, journées d'étude :**

Organisation d'une **table ronde sur le travail et l'emploi transfrontalier** dans le cadre du PRES (Pôle de recherche et d'enseignement supérieur), projet soutenu par la Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société (MESHS), Centre entrepreneuriat du Littoral, Dunkerque, 6 mai 2014

- **Autre :**

Participation au programme transfrontalier avec l'Université de Gand (Belgique) et de Tilburg (Pays-Bas), **Programme interreg II**, 1996 à 2002

4. **Autres thématiques**

- **Chapitre d'ouvrage collectif :**

La Chambre sociale de la Cour de cassation, in « La QPC, le procès et ses juges, L'impact sur le procès et l'architecture juridictionnelle », rapport réalisé avec le soutien du **GIP**

« Mission de recherche droit et justice », sous la direction du Professeur Emmanuel Cartier (Université de Lille 2), **Dalloz**, 2013, p. 437-446

- **Communications avec publication :**

1. ***Le régime spécial de responsabilité civile de l'employeur en cas d'accident du travail et de maladie professionnelle***, in Colloque « La spécialisation de la responsabilité civile », organisé par le LARJ, 13 novembre 2020, Boulogne-sur-Mer, **Éditions Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie - Louis Joinet (IFJD)**, 1^{er} semestre 2022, p. 55-72
2. ***Une lecture travailliste de la servante écarlate ?***, in Colloque « Lectures juridiques de Webséries », organisé par Le Marathon du droit, Boulogne-sur-Mer, 15 mars 2019, ouvrage « Lectures juridiques de fictions. De la Littérature à la Pop-culture ! », **Editions l'Epitoge**, collection L'Unité du droit, Volume XXVII, p. 45-54, Février 2020
3. ***La médiation intra-entreprise, L'exemple des conflits de travail***, in Colloque « La médiation au service de l'entreprise », organisé par le LARJ et Skema Business School, 12 février 2016, Boulogne-sur-Mer, **Cahiers de Droit de l'entreprise** mai-juin 2016, p. 28-34
4. ***Propos introductifs***, avec Olivier Carton et Raphaël Tachon, in Colloque « De la liberté à la prison. Regards croisés sur la privation de liberté », organisé par le LARJ, et le Barreau de Boulogne-sur-Mer, 9 et 10 octobre 2014, Boulogne-sur-Mer, **L'HARMATTAN**, juin 2016, p. 7-8
5. ***La suspension du contrat de travail***, in Colloque « De la liberté à la prison. Regards croisés sur la privation de liberté », organisé par le LARJ, et le Barreau de Boulogne-sur-Mer, 9 et 10 octobre 2014, Boulogne-sur-Mer, **L'HARMATTAN**, juin 2016, p. 113-126

- **Communications sans publication :**

1. ***Rapport de synthèse***, in Colloque « Entreprise et risque sanitaire », organisé par le LARJ et Skema Business School, 22 janvier 2021, Lille
2. ***Présidente de séance, « Le référé, arme contentieuse »***, in Colloque « Les procédures d'urgence : questionnements autour de l'efficacité du référé », organisé par le LARJ, Boulogne-sur-Mer, 24 novembre 2017
3. ***Les manquements aux contrats d'engagement de l'Armée française***, avec Claire-Elise MICHARD (Avocate, Docteur en droit, Nantes), in Colloque « La désobéissance militaire, Terre et Mer, Regards croisés », organisé par le LARJ, 10 novembre 2017, Boulogne-sur-Mer
4. ***Introduction*** du Colloque « Les enjeux maritimes et littoraux des collectivités territoriales : quelles réponses juridiques ? », organisé par le LARJ, Boulogne-sur-Mer, 21 septembre 2017
5. ***Les mesures sociales françaises pour promouvoir la création ou la reprise d'entreprises par les salariés***, in Colloque international « 1^{ères} rencontres internationales de la Maison de l'Entrepreneur de Lomé », organisé par l'École des cadres et la Maison de l'Entrepreneur en partenariat avec l'ULCO, Lomé, Togo, 7 au 9 août 2014
6. ***Conférence « l'emploi des jeunes »*** en anglais, Mobilité Erasmus Enseignante, Université de Huelva, Espagne, mai 2014
7. ***La question de la discrimination fondée sur l'état de santé***, Troisième journée régionale organisée par le Groupement d'intérêt public CERESTE (Centre de Recherche en Santé, Travail, Ergonomie), Institut Gernez Rieux, Lille, 30 novembre 1998

- **Organisation de colloques, conférences, journées d'étude :**

1. **Organisation scientifique** avec Xavier Charlet, Premier (1^{er} vice-président du tribunal judiciaire de Boulogne-sur-Mer et MCF associé à l'Université du Littoral Côte

d'Opale) d'une journée d'étude « *Le Code de la justice pénale des mineurs : entre continuité et rupture* », 2 avril 2021, Boulogne-sur-Mer, organisé par le LARJ

2. **Organisation scientifique** avec Maître Raphaël Tachon (avocat et ancien Bâtonnier du Barreau de Boulogne-sur-Mer) du Colloque « *Des mots et des maux, des actions et des réactions... Le harcèlement moral au travail ?* », 30 novembre 2018, Boulogne-sur-Mer, organisé par le LARJ et l'ordre des avocats du Barreau de Boulogne-sur-Mer
3. **Organisation scientifique** avec Olivier Carton (MCF HDR et directeur du LARJ à l'ULCO) et Maître Raphaël Tachon (avocat et ancien Bâtonnier du Barreau de Boulogne-sur-Mer) du Colloque « *De la liberté à la prison. Regards croisés sur la privation de liberté* », 9 et 10 octobre 2014, Boulogne-sur-Mer, organisé par le LARJ et l'ordre des avocats du Barreau de Boulogne-sur-Mer, **L'HARMATTAN, juin 2016**
4. **Organisation** scientifique du Colloque sur « *Les spécificités du contentieux prud'homal* », avec Maître Grégory Bourdrez (Avocat), LARJ/SKEMA Business School, Lille, 22 janvier 2012
5. **Organisation** d'un cycle de Conférences « *Les rapports entre droits spéciaux* », avec Valérie DURAND (Maître de Conférences à l'ULCO), Boulogne-sur-Mer, février et mars 2011

II. Encadrement et animation de la recherche

1. Direction, animation, de laboratoires et équipes de recherche :

- **Directrice du LARJ** (Laboratoire de recherche juridique) EA 3603, de février 2015 à janvier 2020 : mise en œuvre et dynamisation de la politique scientifique ; intégration au GIS Campus de la Mer ; signature de conventions de partenariats (en 2015 avec Skema Business School, en 2016 avec le tribunal de grande instance de Boulogne-sur-Mer) ; gestion du budget, du secrétariat et du centre de documentation ; création et mises à jour du site internet ; recherche de financements de thèses et recrutement de doctorants ; suivi des doctorants (comités de suivi de thèse de 2016 à 2020) ; mise en œuvre de formations pour les doctorants ; Recrutement de post doctorants (en 2017, Frédéric Schneider ; en 2018, Charlotte Huteau) ; Membre du Conseil de l'école doctorale des sciences juridiques, politiques et de gestion, ED 74 ; rédaction du dossiers HCERES pour les évaluations de la vague E en septembre 2018 et organisation de la visite des experts HCERES le 21 novembre 2018
- **Responsable de l'axe droit de l'entreprise du LARJ**, de mars 2014 à février 2015 : animation de l'axe, suivi de projets

2. Pilotage de projets ou participation active à un réseau de recherche, direction de recherches collectives :

- De septembre 2019 à janvier 2022 : **membre du Comité de Pilotage de l'Institut de Recherche et Enseignement en Tourisme (InREnT)**
- De octobre 2016 à juillet 2019 : participation au **projet « Tast'in fives »** (rénovation d'une friche industrielle au cœur d'un quartier précaire de Lille en rendant les habitants moteurs et acteurs de solutions pour le développement de leur territoire autour de l'alimentation) – projet porté par la ville de Lille, sélectionné par la Commission Européenne dans le cadre de l'initiative « Urban Innovative Action », dans lequel la Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société est partenaire. Mise en place dans le cadre du master 2 droit des affaires d'un **atelier** intitulé « L'ESS, levier de lutte contre les exclusions professionnelles et d'employabilité de populations cibles » à travers trois thématiques : la place du bénévolat,

l'expérimentation territoire zéro chômeur, le guide des bonnes pratiques en matière d'économie sociale et solidaire, de septembre 2017 à juin 2018

- Octobre 2017 : **Direction de l'axe Travail** dans le projet de recherche coordonné par Simon Gilbert (Professeur à Paris XII) « Les enjeux juridiques de l'économie collaborative – Legal Challenges of collaborative Economy. JUSECOLAB » **soumis à l'Appel à Projets Générique 2018 (AAPG)**, Projet invité en étape 2 par l'ANR (février 2018), non sélectionné en juillet 2018
- Participation à la rédaction d'un rapport « **La QPC, le procès et ses juges** » réalisé avec le soutien du **GIP « Mission de recherche droit et justice »**, sous la direction du Professeur Emmanuel Cartier (Université de Lille 2) publié chez **Dalloz** en 2013
- Mobilité Erasmus enseignante à **Huelva** (Espagne), mai 2014, **Conférence sur l'emploi des jeunes**

3. Direction scientifique et coordination d'ouvrages collectifs :

1. « *Le contrat de travail à durée déterminée : un contrat spécial ?* », octobre 2016, L'HARMATTAN, **Actes de Colloque : Direction**
2. « *De la liberté à la prison. Regards croisés sur la privation de liberté* », juin 2016, L'HARMATTAN, **Actes de Colloque : Co-direction**

4. Direction de thèses et autres travaux :

- Thèses dirigées :

1. Laurie Podevin, « La place du salarié dans l'économie sociale et solidaire », contrat doctoral Président ULCO, de septembre 2018 à 2021 ; contrat d'ATER à l'ULCO depuis 2021 - codirection depuis septembre 2021 avec le Professeur Fabrice Rosa, Université de Reims
2. Désiré Agbavon, « La fourniture de main d'œuvre maritime et le droit », co-direction avec Madame la Professeur Kristin Bartenstein, Université de Laval, Québec, depuis septembre 2018
3. Miriam Eldaya, « Le droit social face à l'économie collaborative », co-direction avec Monsieur le Professeur Pierre-Yves Verkindt, Université de Paris 1, depuis septembre 2017 (contrat doctoral Région des Hauts-de-France/ULCO de 2007 à 2020, ATER à l'Université de Nanterre 2020-2022), codirection depuis septembre 2021 avec le Professeur Fabrice Rosa, Université de Reims

- Encadrement de post doctorats :

1. Charlotte Huteau, « L'économie sociale et solidaire », avec Camille Carbonnaux, directrice adjointe du LARJ, de janvier à décembre 2018
2. Frédéric Schneider, « Action publique locale et environnementale », avec Camille Carbonnaux, directrice adjointe du LARJ, de janvier à décembre 2017

- Suivi de mémoires de Recherche :

dans le master droit européen des affaires, devenu droit des affaires et évolutions de l'économie, ULCO et dans le cadre du partenariat avec Skema Business School, depuis 2003

- Formations doctorales :

« **Ecriture de la Thèse** », 7 décembre 2018

« **Méthodologie de la thèse : Problématiser** », 18 décembre 2020

5. Direction de revues ou de collections, responsabilité d'une chronique dans une revue :

- Membre du **comité scientifique de la Revue Juris tourisme**, depuis septembre 2016
- **Codirection**, avec Monsieur Gaël CHANTEPIE (Professeur à l'Université de Lille 2) de 2010 à 2016, puis **direction** de 2016 à 2021 de la Chronique annuelle de Droit du tourisme du LARJ, publiée aux Petites affiches
- **Coordinatrice d'un dossier sur** « Lieu de travail – Espace en voie d'évolution », Juris tourisme, **Juris tourisme** n°248, janvier 2022
- **Coordinatrice d'un dossier sur** « L'employeur face à ses responsabilités », Juris tourisme, n°237, janvier 2021
- **Coordinatrice d'un dossier sur** « L'impact des nouvelles technologies sur l'exécution du contrat de travail », Juris tourisme n°228, mars 2020
- **Coordinatrice d'un dossier sur** « Contrats de travail. L'embaras du choix », Juris tourisme n°219, mai 2019
- **Coordinatrice d'un dossier sur les Ordonnances Macron**, « Code du travail – À fond la (ré)forme », Juris tourisme n°208, mai 2018
- **Coordinatrice d'un dossier sur la loi Travail**, « Loi Travail – Coup de projecteur » Juris tourisme n°194, février 2017

6. Autres :

- **Membre du Laboratoire de Recherche Juridique, ULCO**, depuis septembre 2003
- Participation au jury du prix de thèse de **l'école doctorale des sciences juridiques, politiques et de gestion**, École Doctorale 74, octobre 2015. Lauréat : O. Germiyanoglu, « *La lutte contre le terrorisme vue par les hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay : pour une contribution française au concept d'operational code* », CERAPS, Université de Lille 2

Activités en matière d'administration et autres responsabilités collectives

- **Chargée de mission « égalité, laïcité, lutte contre le racisme, antisémitisme, xénophobie et harcèlement »** (volet étudiant) à l'ULCO, depuis janvier 2021 : mise en place d'un groupe de travail, d'une cellule d'alerte et de partenariats (Association France victimes 62 ; Université d'Artois et Picardie Jules Verne dans le cadre de l'alliance A2U) ; rédaction du plan d'action relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes pour les étudiants ; création d'un site Internet dédié (<https://egalite.univ-littoral.fr/>) ; organisation de conférences et d'événements (financement obtenu par l'UPJV en partenariat avec l'ULCO et l'Université d'Artois dans le cadre de l'appel à projet du Ministère "Soutien aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles" en novembre 2021).
- **Représentante du Laboratoire de recherche juridique auprès de l'école doctorale en Sciences Humaines et Sociales**, d'avril 2021 à mars 2022
- Membre de **Comités de sélection** pour des recrutements de **Maîtres de Conférences** : section 01 du **département droit de l'ULCO** et de **l'IUT de Saint Omer**, 2021 ; section 01 de la **Faculté de Droit de l'Université de Lille II**, 2009 ; section 01 du **département droit de l'ULCO**, 2009 ; section 02 du **département droit de l'ULCO**, 2014 et section 04 en 2016
- **Membre élu** représentante du département droit au **Conseil du Centre de Gestion Universitaire** de Boulogne-sur-Mer, ULCO, de décembre 2020 à janvier 2022

- Étude des **dossiers de validation des études** pour le master 2^{ème} année droit européen des affaires devenu droit des affaires et évolutions de l'économie, ESC Lille devenue SKEMA Business School, de 2009 à 2014 et ULCO, de 2009 à 2018 ; pour le master 1^{ère} année droit privé des affaires de 2009 à 2014 et de 2020 à 2021
- **Membre de la commission statuts** de l'ULCO, de septembre 2016 à novembre 2020
- **Membre élu de la commission Recherche** de l'ULCO, de juin 2016 à novembre 2020
- **Référente égalité** à l'ULCO : mise en œuvre d'actions de sensibilisation autour des questions d'égalité, de janvier 2014 à mai 2016
- Membre élu du **conseil d'administration** de l'ULCO, de 2012 à 2016
- **Présidente du comité de sélection**, section 01, pour un poste de Maître de Conférences à l'IUT de Saint Omer, Profil droit social à l'Université du Littoral Côte d'Opale, mai 2013
- **Directrice adjointe du département droit** de l'ULCO, de septembre 2006 à janvier 2010
- **Commission de validation des études** pour le droit, ULCO : Membre de 2003 à 2009, Présidente de 2006 à 2008, depuis 2009 transfert des compétences aux présidents de jury d'examen ou responsables d'année
- **Commission de spécialistes : de la Faculté de Droit d'Amiens**, membre en 2007 et 2008 ; **du département droit** de l'ULCO, membre de 2004 à 2008 et Vice-présidente de 2007 à 2008
- Membre élu du **conseil scientifique** de l'ULCO, de mai 2008 à octobre 2010 (arrêt du mandat en raison de l'HDR)
- **Membre élu au conseil de département droit** de l'ULCO, de 2005 à décembre 2021
- **Missions de représentation du département droit** : interventions aux journées portes ouvertes, aux métiers du droit, présentation dans des lycées, de 2003 à 2022